

## L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2014 Retour prudent de la confiance

Après une année 2013 morose, l'économie de la Nouvelle-Calédonie présente des signes d'amélioration tout au long de l'année 2014. Même si un certain attentisme continue de peser sur la plupart des déterminants de l'économie, les entrepreneurs calédoniens se disent progressivement plus confiants sur leur courant d'affaires et jugent la conjoncture moins dégradée. La consommation des ménages progresse, sans retrouver complètement son dynamisme passé. L'investissement, encore timide au premier semestre, accélère ensuite. Le déficit commercial baisse de manière significative, les exportations progressant nettement plus que les importations. Dans ce contexte, le marché du travail commence à s'assainir, en dépit d'un volume limité d'offres d'emploi.

La plupart des secteurs témoignent d'un retour à des volumes d'activité plus importants. Le secteur du nickel a bénéficié de la montée en charge des nouvelles usines métallurgiques et de cours mondiaux globalement mieux orientés. Le BTP connaît un regain d'activité, essentiellement porté au second semestre par le secteur de la construction privée. Le secteur primaire, qui a souffert de la sécheresse en début d'année, présente un bilan mitigé. La fréquentation touristique recule légèrement sur l'année, mais certains marchés porteurs se renforcent.

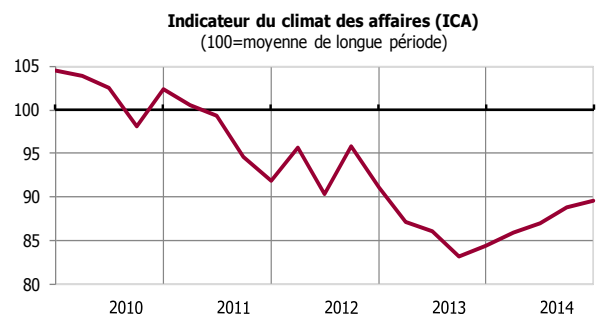
Le système bancaire a accompagné cette relative embellie, et l'encours brut des crédits octroyés aux agents économiques calédoniens progresse significativement. Les établissements de crédit locaux ont ainsi pu consolider leurs performances, grâce notamment au maintien de la qualité de leur portefeuille de crédit.

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN VOIE DE CONSOLIDATION

#### La confiance des entrepreneurs se raffermi

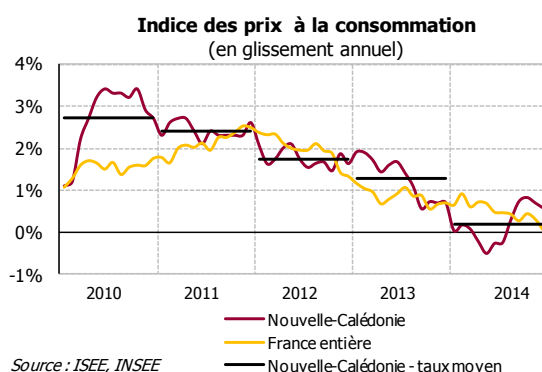
L'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse tout au long de l'année, pour s'établir à 89,6 au dernier trimestre. Il reste largement en deçà de sa moyenne de long terme (calculée sur quinze ans, et incluant de ce fait des périodes de différents niveaux de croissance).

Le moindre pessimisme des entrepreneurs sur la première partie de l'année a largement résulté d'anticipations favorables sur les déterminants de leur activité future. L'amélioration de leur appréciation sur leur activité courante ne s'est concrétisée qu'à partir du troisième trimestre.



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'I'EOM

#### Le niveau général des prix se stabilise



Source : ISEE, INSEE

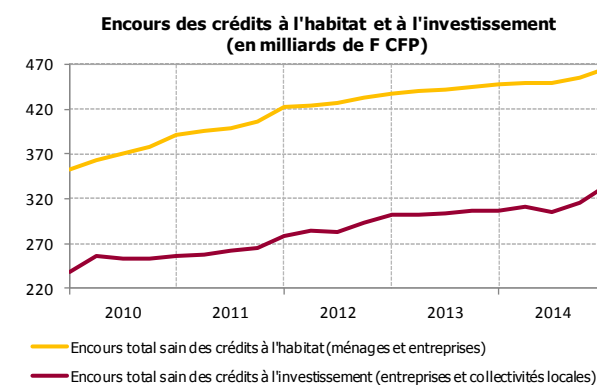
Progressant très faiblement en moyenne annuelle (+0,2 %), l'indice des prix a connu des évolutions contrastées au cours de l'année 2014. Il se tasse au premier semestre, concluant une longue période de résorption de l'inflation, et remonte ensuite, mais de manière modérée, pour atteindre +0,6 % en glissement annuel à fin décembre. Globalement, la progression des prix est même inférieure à celle observée en France métropolitaine (+0,5 % en moyenne annuelle en 2014). La hausse modérée des prix de l'alimentation et des services (respectivement +0,4 % et +0,5 %) est compensée par la baisse des prix de l'énergie (-0,6 %) et des produits manufacturés (-0,2 %).

## La consommation des ménages se consolide

La consommation des ménages se raffermi progressivement, après une année 2013 morose, comme en témoigne le rétablissement de l'opinion des commerçants concernant leur courant d'affaires. Le marché automobile est dynamique, même si la hausse de 3,1 % des immatriculations sur l'année ne permet pas de compenser la chute observée en 2013 (-13,5 %), d'autant que le choix des consommateurs se tourne désormais plus rarement vers des véhicules haut de gamme. Les importations de biens de consommation courante progressent de 0,6 % sur l'année, la hausse des importations de biens d'habillement (+3,7 %) compensant la baisse des biens d'équipement du foyer (-1,1 %). Les importations de biens alimentaires se redressent également (+0,9 %) et retrouvent ainsi leur niveau de 2012.

L'amélioration de la situation financière des ménages se traduit par un recul sur l'année des retraits de cartes bancaires (-3,0 %). Les incidents de paiement sur chèque baissent de 21,9 %, une diminution plus rapide que celle relative au nombre de chèques échangés (-9,2 %, suite notamment au refus des stations services d'accepter ce moyen de paiement depuis septembre 2014). Par ailleurs, la hausse du nombre de personnes physiques interdites bancaires ralentit (+2,4 % en moyenne annuelle, après +10,4 % en 2013).

## L'investissement repart au second semestre



Source : IEOM

Alors qu'elles soulignaient le fort attentisme des entrepreneurs au cours du premier semestre, les intentions d'investir se redressent rapidement au second semestre. Elles s'établissent fin décembre à un niveau proche, mais toujours inférieur, de leur moyenne de longue période.

Les importations de biens d'équipements professionnels progressent nettement (+12,5 % sur l'année, après -6,1 % en 2013). L'important rebond des importations de véhicules utilitaires (+49 %, après -25 % en 2013) ne se retrouve pas encore dans les immatriculations, qui stagnent, à 3 650 unités, très en deçà de leur plus haut historique (4 400 unités en 2010 et 2011). Enfin, les importations d'ensembles industriels sont désormais négligeables, après avoir fortement contribué aux importations de biens destinés aux investissements durant la phase de construction des nouvelles usines métallurgiques.

Ces évolutions s'accompagnent d'une remontée de l'encours des crédits à l'investissement des entreprises (+3,0 % en glissement annuel à fin décembre). L'encours des crédits à l'habitat progresse lui aussi de manière sensible (+4,1 %), soutenu notamment par les nouvelles mesures de défiscalisation des logements intermédiaires, qui concernent les ménages (75 % des crédits à l'habitat), mais aussi les entreprises, via les sociétés civiles immobilières.

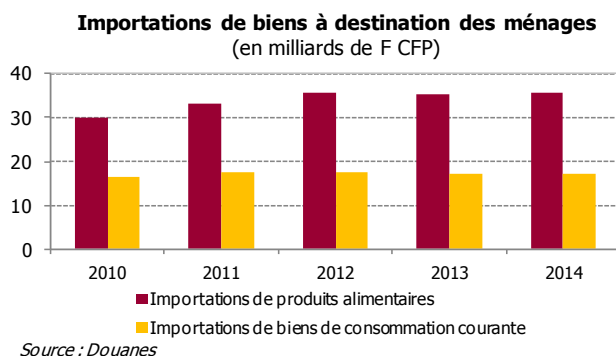
Enfin, l'investissement public progresse sur l'année et le financement des infrastructures du territoire (en particulier le Médipôle) génère une forte hausse de l'encours des crédits d'investissement des collectivités locales (+29,6 %).

## La demande d'emploi et le chômage indemnisé baissent en fin d'année

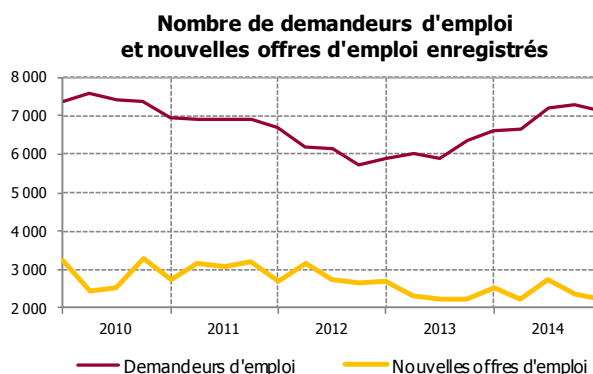
Le marché du travail est resté globalement déficitaire en 2014, mais son amélioration en fin d'année confirme la meilleure appréciation des entrepreneurs concernant l'évolution de leurs effectifs.

Les créations d'emploi restent insuffisantes pour absorber la demande, l'accélération des embauches dans les services et l'industrie étant atténuée par les difficultés rencontrées dans le secteur de la construction. Le nombre d'entreprises employeuses reste stable et l'emploi salarié privé progresse toujours faiblement (500 salariés supplémentaires au 30 septembre 2014). En parallèle, les personnes travaillant sous le statut de patenté sont de plus en plus nombreuses. Le nombre d'entreprises non employeuses enregistrées sous le statut juridique de « personne physique » progresse ainsi rapidement (+3,5 %, soit 824 personnes supplémentaires).

Dans ce contexte, le nombre de demandeurs d'emploi a continué à progresser sur l'année (+7,1 %, soit 470 demandeurs supplémentaires), mais moins rapidement qu'en 2013 (+12,7 %). Surtout, la tendance s'inverse au cours du second semestre et le nombre de demandeurs d'emploi baisse au cours des trois derniers mois de l'année, sans que le nombre de nouvelles offres d'emploi se soit renforcé. Après avoir atteint un niveau historiquement élevé en avril, avec 2 500 bénéficiaires, le chômage indemnisé baisse significativement au dernier trimestre.



Source : Douanes

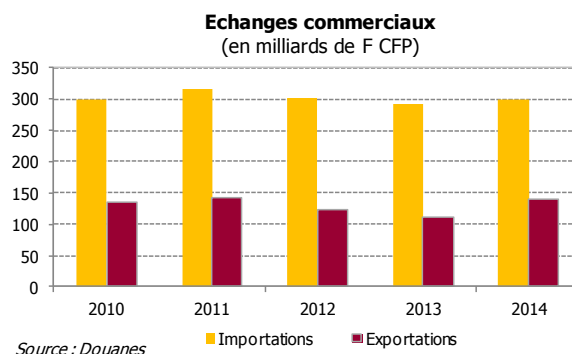


Sources : IDC-NC, désaisonnalisée par l'IEOM

## Les exportations progressent fortement

Les échanges commerciaux progressent en 2014, en lien notamment avec la montée en puissance des nouvelles usines métallurgiques. Les importations sont en hausse de 2,9 %, tirées par les produits minéraux (combustibles lourds destinés aux centrales électriques), les machines et appareils électriques et les matériels de transport (engins de chantiers). Parallèlement, les exportations progressent de 26,2 % par rapport à 2013, portées par les minerais et produits de l'industrie du nickel (+32,1 %) et, dans une moindre mesure, par les produits de la mer (+5,8 %).

Le déficit commercial se réduit de plus de 20 milliards de F CFP, pour s'établir à -158 milliards de F CFP. Le taux de couverture, à 47,1 %, s'améliore ainsi de 9 points et atteint son meilleur niveau depuis 2007.



## DES ÉVOLUTIONS SECTORIELLES CONTRASTÉES

### Bilan mitigé pour le secteur primaire

Les importants niveaux de sécheresse en mars et avril ont pesé sur l'activité du secteur primaire en 2014. Le manque de fourrage et d'aliments pour le bétail a conduit les éleveurs à anticiper leurs abattages. Ces derniers progressent de 6,9 % pour la filière bovine et de 5,2 % pour la filière porcine, atteignant ainsi des volumes historiquement élevés. Mécaniquement, les importations de viandes ont diminué en parallèle, mais cette baisse est sans doute temporaire. Concernant les produits de la mer, les exportations de crevettes se redressent et progressent de 10,2 % en valeur. La pêche hauturière en revanche accuse une baisse sensible des volumes exportés, en partie compensée par une meilleure valorisation des produits (-7,2 % en valeur, contre -21,5 % en volume).

### Accélération de l'activité minière et métallurgique

Dans un marché mondial du nickel largement excédentaire, les stocks mondiaux ont continuellement été révisés à la hausse en 2014. Le ban sur les exportations de minerai que s'est imposé l'Indonésie, jusqu'alors principal fournisseur de la Chine, et les tensions géopolitiques en Ukraine ont cependant permis au cours du nickel de remonter progressivement, passant de 6,3 US\$/lb en décembre 2013 à plus de 8 US\$/lb entre mai et septembre 2014. Les cours sont à nouveau orientés négativement depuis cette date, mais cette baisse est largement atténuée par la bonne appréciation du dollar US par rapport à l'euro (et donc par rapport au F CFP). Dans ce contexte, le cours moyen en F CFP a progressé de 12,3 % entre 2013 et 2014.

La production métallurgique calédonienne connaît à nouveau une forte progression en 2014 (+19,6 % après +11,3 % en 2013), suite à la montée en charge des deux nouvelles usines métallurgiques. L'augmentation de la production de ferronickels et de produits semi-finis (NHC) a compensé le recul de mattes et de produits finis (Oxyde de Nickel). Destiné aux usines calédoniennes, mais aussi à un marché à l'export en pleine expansion, le minerai de nickel extrait progresse lui aussi rapidement (+9,3 %).

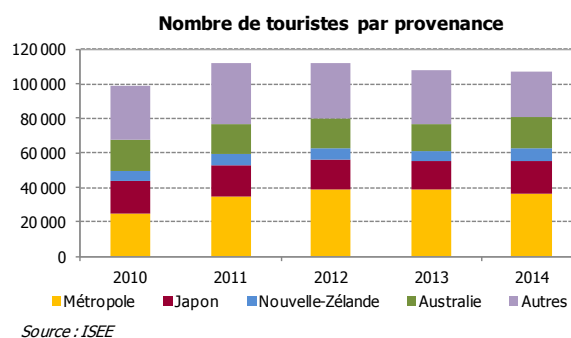
### Amélioration progressive dans certains secteurs du BTP

Le secteur du BTP reste confronté à la baisse significative de son volume d'affaires depuis 2012, suite au coup de frein donné aux grands programmes de logements sociaux et à l'achèvement d'importants projets d'infrastructures (usines métallurgiques notamment). L'emploi salarié dans le secteur faiblit à nouveau (-1,0 %, après -3,1 %), mais cette baisse est compensée par une nouvelle progression du nombre de travailleurs indépendants. Le nombre de demandeurs d'emploi augmente fortement (+11,4 % en moyenne annuelle), mais diminue toutefois au dernier trimestre. L'activité liée à la construction de logements privés est progressivement stimulée par le dispositif de défiscalisation du logement intermédiaire. Dans ce contexte, l'opinion des entrepreneurs concernant l'activité et les effectifs est à nouveau favorable en fin d'année, même si les inquiétudes sur la trésorerie persistent, en raison de l'allongement des délais de paiement.

### Augmentation des dépenses touristiques

La fréquentation touristique de la Nouvelle-Calédonie recule encore légèrement en 2014 (-0,5 %, après -4,0 % en 2013), pour s'établir à 107 200 touristes. La baisse de la fréquentation métropolitaine (-6,7 %), qui constitue le principal marché émetteur avec 36 500 visiteurs en 2014, est partiellement compensée par la bonne tenue des marchés japonais (+21,8 %, 19 100 visiteurs) et australien (+14,9 %, 18 100 visiteurs). Ce rééquilibrage permet aux dépenses touristiques de progresser (+8,3 %, hors transport international).

Le territoire a par ailleurs accueilli 421 600 croisiéristes en 2014. Le tourisme de croisière continue ainsi son essor, mais à un rythme moins soutenu (+9,3 %, après +38,7 % l'année précédente), bénéficiant des circuits de courte durée en provenance d'Australie.



## L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE SE RENFORCE

Une remontée progressive des indicateurs monétaires, qui avaient fortement ralenti en 2013, accompagne le redressement de l'indicateur du climat des affaires. L'activité financière, modérée au premier semestre, est nettement plus dynamique au second semestre.

### L'épargne progresse modérément

Les actifs financiers détenus par les agents économiques calédoniens progressent de 2,4 % au cours de l'année 2014, pour un encours total de 732,5 milliards de F CFP. La collecte nette d'épargne s'établit à 17,4 milliards de F CFP sur l'année, dont 14,1 milliards de F CFP gérés localement et 3,3 milliards de F CFP placés hors zone d'émission (contrats d'assurance vie essentiellement, mais aussi livrets A). La part de l'épargne placée hors zone d'émission reste relativement stable, aux alentours de 20 % de l'épargne locale.

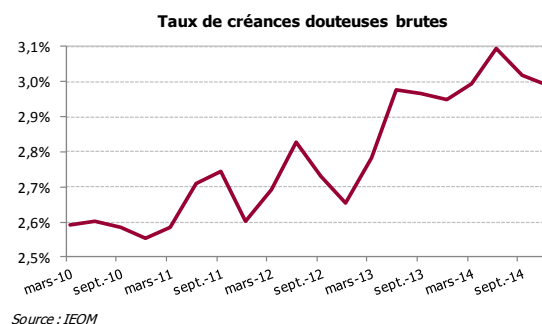
### Les crédits d'équipement et les crédits à l'habitat sont favorablement orientés

L'encours brut total des crédits consentis à l'économie calédonienne dépasse, pour la première fois, le seuil de 1 000 milliards de F CFP fin 2014. Il progresse de 3,4 %, après +2,7 % en 2013. Les établissements de crédits locaux y contribuent à hauteur de 69,4 %, un chiffre en léger retrait par rapport à fin 2013 (-1,4 point). L'encours sain des crédits aux entreprises se redresse (+1,1 %, après -0,8 % l'année précédente). Celui des ménages accélère (+2,1 %, après +1,4 %), sans retrouver cependant les rythmes de croissance passés (+3,3 % en 2012, et +7,7 % en 2011). Enfin, le taux de croissance de l'encours des crédits aux collectivités locales reste particulièrement soutenu (+27,2 %).

Par type de financement, les crédits à l'habitat et à la construction progressent de 4,1 % (après +2,2 % en 2013), la demande au second semestre étant particulièrement soutenue par le dispositif de défiscalisation du logement intermédiaire mis en place localement. Les crédits d'investissement progressent rapidement (+9,2 % après +1,7 % l'année passée), au bénéfice des entreprises (+3,0 %, soit 7,1 milliards de F CFP supplémentaires nets) et, surtout, des collectivités locales (+29,6 %, soit 20,2 milliards de F CFP d'encours supplémentaires nets, dont 2,4 milliards de F CFP apportés par les établissements installés localement).

### Les conditions d'exploitation des banques s'améliorent

La qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux, qui s'est détériorée en 2013 suite à une hausse de la sinistralité des entreprises et des ménages, se stabilise progressivement en 2014. Le taux de créances douteuses reste, à 3,0 %, le plus faible de l'outre-mer. Le Produit net bancaire (PNB) des établissements de crédit implantés en Nouvelle-Calédonie progresse nettement, soutenu par la hausse de la marge d'intermédiation et, dans une moindre mesure, par celle des commissions. Le coefficient d'exploitation des banques calédoniennes, globalement meilleur qu'au niveau métropolitain, ainsi qu'un coût du risque maîtrisé ont permis aux banques locales de traduire dans leur résultat net les bonnes performances en matière de PNB.



Même si les dépôts collectés localement ne couvrent pas les octrois de crédits, le solde emplois-ressources clientèle s'est amélioré. Le déficit recule de 1,3 milliard de F CFP en 2014 (soit -1,0 %), alors qu'il avait progressé en 2013 (+4,8 %). La position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission), structurellement négative en Nouvelle-Calédonie, diminue de 7,4 %, pour s'établir à -64,8 milliards de F CFP.

## FORT ATTENTISME EN CE DÉBUT D'ANNÉE 2015

La Nouvelle-Calédonie est à nouveau confrontée début 2015 à l'attentisme des entrepreneurs, en raison de la crise institutionnelle qui affecte le gouvernement. Dans ce contexte, le regain de confiance affiché avec prudence par les professionnels depuis mi-2014 pourrait retomber. Le poids des questions politiques, qui va être permanent dans la perspective du référendum d'autodétermination à venir, pourra peser sur le climat des affaires.

Pourtant, les défis qui se présentent aux Calédoniens ne sont pas seulement institutionnels. Ils sont aussi d'ordre économique et social. La diversification des leviers de croissance et l'amélioration de la compétitivité doivent être recherchées pour permettre au territoire de mieux amortir les chocs conjoncturels auxquels il est confronté. Pour ce faire, il convient de continuer à mobiliser le dynamisme de l'entrepreneuriat calédonien et de développer davantage son potentiel d'innovation. Sur le marché de l'emploi, l'inadéquation entre une partie de l'offre et la demande perdure, ce qui nécessite de promouvoir une plus grande fluidité du travail, notamment par l'accompagnement et la formation des futurs cadres moyens et supérieurs.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE – Responsable de la rédaction : Charles APANON

Editeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : 17 avril 2015 – Dépôt légal : avril 2015 – ISSN 1968-6277